



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Lundi 16 septembre 2019

Agression d'une adjointe au Maire à Fleury-Mérogis

La République menacée

La violence n'a pas sa place en démocratie !

Ce matin, une adjointe au Maire a subi une agression physique devant l'école Robert Desnos alors qu'elle y accompagnait ses enfants. Elle a été prise à partie par un parent mécontente.

Je condamne avec la plus grande fermeté cet acte inadmissible. La Mairie s'apprête à déposer une plainte.

Cet acte scandaleux est révélateur des violences toujours plus nombreuses subies par les élus, en particulier à l'échelon local. Ces agressions peuvent aller jusqu'à la mort comme nous le rappelle tristement le drame survenu l'été dernier à Signes.

Selon le ministère de l'Intérieur, 361 maires et adjoints ont été victimes de menaces, violences physiques ou outrages en 2018. Cette situation intolérable ne cesse d'empirer dans un contexte de résurgence de mouvements faisant l'apologie de la violence.

Les élus doivent pouvoir exercer leurs fonctions en toute quiétude et non au péril de leur vie. S'attaquer physiquement à un élu - qu'il soit élu local ou national - c'est porter un coup contre la République, ses institutions et ses valeurs.

Dans une démocratie, on peut avoir des divergences, exprimer ses colères avec vigueur mais à condition de respecter la dignité de son interlocuteur.

J'appelle à un rassemblement citoyen et républicain contre les violences dont sont victimes les élus de la République devant l'école Robert Desnos à Fleury-Mérogis ce lundi 16 septembre à 16h15.

La République doit être impassible face aux partisans de la violence et de la haine.

Olivier CORZANI

Maire de Fleury-Mérogis